

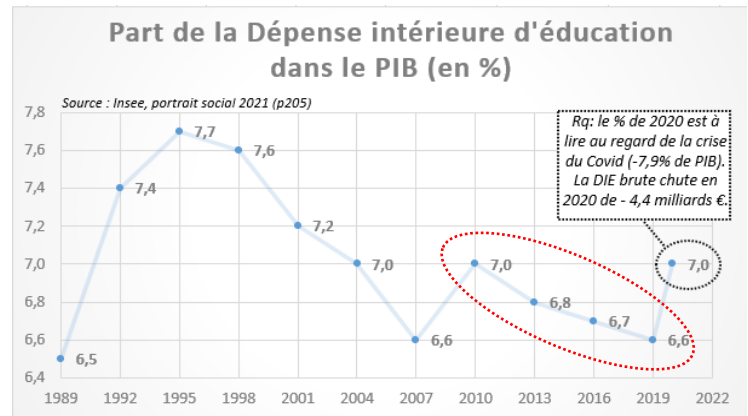
La France 27^{ème} sur les 32 pays de l'OCDE pour sa part d'investissement éducatif dans les dépenses publiques.

✚ L'évolution de la Dépense Intérieure d'Education (DIE) révèle une baisse tendancielle de l'investissement éducatif dans notre pays.

La note de la DEPP de novembre 2021¹ fait ainsi état d'une DIE de 160,6 Mds d'€ pour 2020, soit 4,4 milliards de moins qu'en 2019 (avec 165 Mds en « euros constants »). **Si l'on compare la DIE au PIB**, il faut noter que l'année 2020 est « faussée » par la crise Covid-19, avec une chute du PIB de -7,9%. En prenant donc comme repère l'année 2019, la DIE représentait 6,6% de la richesse produite.

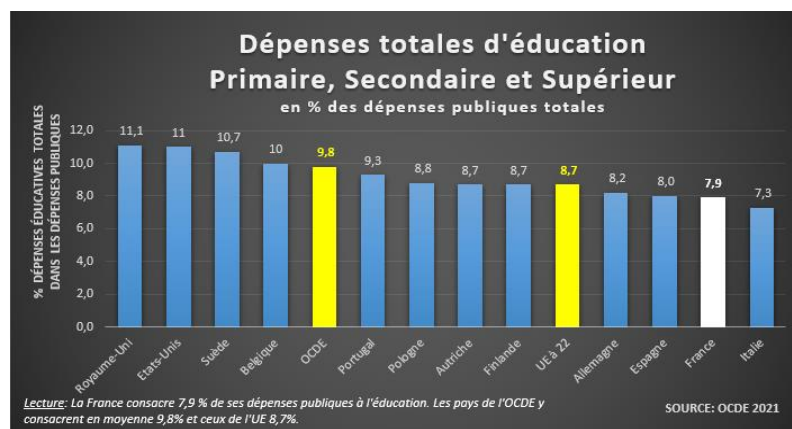
C'est un point de PIB en moins par rapport à 1995 où cette dernière s'élevait à 7,7 % du PIB malgré plus d'exigences (individualisation, inclusion...) et plus d'élèves, d'étudiant.es en 2021 que dans les années 1990.

Si la France avait consacré en 2019 le même pourcentage de PIB qu'en 1997, il y aurait eu 26 milliards d'investissements supplémentaires... soit 1/3 du budget de l'Education Nationale (le Budget du MEN prévu pour 2022 est de 77,7 Mds, pensions comprises).



✚ Ensuite, si l'on regarde la part des dépenses d'éducation parmi le total des dépenses publiques, on s'aperçoit que la France fait pâle figure au niveau en Europe. Avec 7,9% du total de ses dépenses publiques pour l'éducation, la France est bien loin derrière les pays de l'OCDE qui y consacrent en moyenne 9,8% et ceux de l'UE, avec 8,7%.

La France se classe ainsi 27^{ème} sur les 32 pays de l'OCDE ayant publié des chiffres²...



En revanche, la France occupe toujours les 1^{ères} places dans l'inégalité de répartition de richesses ! D'un côté : l'explosion des personnes basculant dans la pauvreté ; et de l'autre : des richesses qui explosent avec, selon Challenges, un patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France augmentant encore de 30% en un an, et « tutoie désormais les 1.000 milliards d'euros...Ce sont les plus fortes progressions annuelles jamais enregistrées par notre palmarès, mis en place en 1996 »³.

Mais le gouvernement semble plus enclin à réduire les allocations-chômage qu'à lutter contre ces inégalités et contre l'évasion fiscale qui reste estimée à 80-100 Milliards/an en France... Autant de moyens qui font défaut aux services publics et à la protection sociale. Plus que jamais, d'autres choix socio-économiques s'imposent, que nous devons porter plus haut et plus fort.

¹ [Note de la DEPP, décembre 2021](#)

² [OCDE, Regards sur l'Education, 2021 \(p290\)](#)

³ [Challenges, 08-07-21, Classement des 500 Fortunes professionnelles de France](#)